

**La recomposition identitaire du PCF :
modernisation du parti et dépolitisation du lien partisan***

Le spectaculaire effondrement de l'assise populaire et organisationnelle du Parti Communiste Français depuis une vingtaine d'années tend à favoriser une lecture de son déclin en termes essentiellement quantitatifs : décrue militante, hémorragie électorale, érosion des bastions municipaux... Or la pleine compréhension des bouleversements actuels du communisme français nécessite également de se pencher sur les modifications qualitatives touchant son modèle partisan tant du point de vue des ruptures initiées par ses acteurs politiques centraux (valorisation de postures militantes spécifiques, disqualification d'un certain type de ressources mobilisées dans l'arène politique) que de celui de sa réception ordinaire (évolution du rapport militant au parti, rôle social donné à l'institution au sein des milieux populaires).

Cette posture invite à multiplier les focales d'analyse en cherchant autant à mesurer l'ampleur de la crise de l'organisation communiste qu'à interroger les réponses institutionnelles du centre face à la fragilisation de son ancrage social, ainsi qu'à déceler l'émergence de nouveaux usages sociaux du parti. Autrement dit, derrière le déclin des formes anciennes de pratiques et de croyances communistes, peut-on observer une redéfinition des conceptions organisationnelles et un nouveau mode d'engagement politique donnant naissance à ce que l'on pourrait qualifier, après une description de sa singularité, un « néo-communisme » ?

La dynamique sociale du changement partisan s'observe dans la lecture des trajectoires militantes et des ruptures biographiques, dans l'étude des incorporations individuelles de la « di-sociation » de l'institution politique¹. La mise au jour de la

* Ce texte est publié dans le dernier numéro de la revue *Communisme* (n° 72-73, 2003, pp. 71-99) qui consacre un dossier à « La fin du PCF. Vers un néo-communisme ? ».

¹ « Du renouvellement constant de la sociation à la dissolution de la personne morale collective, l'on est en présence d'une vaste gamme de situation : reclassements, fusions, scissions, changements de sigle,

modification des rapports individuels au parti nécessite ainsi l'adoption d'une vue par « en bas », d'une approche du parti par son implantation qui doit cependant éviter le travers localiste oubliant l'importance du rôle de la stratégie politique du centre : les variations des intégrations militantes au parti, observables essentiellement à l'échelon local, sont à relier aux mutations du travail partisan qui est lui-même marqué, dans un processus circulaire, par les inflexions des investissements dont il est l'objet. L'analyse localisée du politique, qui refuse le biais monographique par la multiplication des sites d'observation et par une attention portée aux interactions entre le centre et la périphérie¹, permet de décrire finement les mutations de la mobilisation communiste sans les réduire uniquement à une incurie de l'offre partisane.

Cet essai de définition du « néo-communisme » français repose ainsi sur une enquête de terrain menée au sein de quatre territoires choisis pour leur diversité socio-économique et politique (Pays-Haut lorrain, bocage bourbonnais, bassin industriel de Saint-Nazaire et agglomération grenobloise) qui associe dans une visée socio-historique l'application des techniques ethnographiques d'investigation (observation participante, entretiens semi-directifs....) et un travail d'archives (collecte de questionnaires biographiques, étude de la correspondance entre les différents échelons partisans....) éclairant les processus de formation, de promotion et de contrôle des militants locaux².

Afin d'insister sur l'importance des ruptures en matière d'organisation que connaît le PCF depuis quelques années, nous exposerons ici les transformations de son système d'encadrement, des inflexions des investissements militants dont il est l'objet et la modification de son rôle et de sa place au sein de ses territoires d'implantation : trois éléments qui remettent particulièrement en cause un modèle partisan fondé dans les années 1920-30 en signalant, au delà du déclin de l'audience populaire du PCF, l'émergence de nouveaux rapports militants au sein des milieux communistes qui s'émancipent de l'institution partisane.

*transformation en « organisation pure et simple », dissolution (juridiquement datable qui enterine solennellement la di-sociation) », Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1987, p. 119.*

¹ Selon les pistes méthodologiques défendues par Frédéric Sawicki, « Questions de recherches. Pour une analyse locale des partis politiques », *Politix* n° 2, 1988, pp. 13-28 et Jean-Louis Briquet, Frédéric Sawicki, « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche de lieux ? », *Politix* n° 7-8, octobre-décembre 1989, pp. 6-16.

² Cet article est issu de notre travail doctoral : *Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, Thèse de science politique (s. la dir. de Marc Lazar), EHESS, 2002, 2 tomes, 1077 p. Concernant la question de la crise du PCF abordée ici les territoires investis donnent une image de sa diversité avec, durant les vingt dernières années, un déclin brutal dans le bassin de Longwy, une résistance relative dans les campagnes bourbonnaises, une érosion lente dans la région de Saint-Nazaire et une rétraction autour de ses mairies banlieusardes dans l'agglomération grenobloise.

Déclin et mutation de l'encadrement militant

Le PCF est affecté non seulement par un processus de décomposition idéologique, avec un abandon progressif des différents pivots identificateurs du corpus marxiste-léniniste, mais également par de récentes transformations des modes d'entrée en communisme et des savoir-faire militants. Tandis que les techniques pratiques et symboliques d'incorporation partisane sont progressivement abandonnées, le militantisme perd son caractère politique au profit d'une identité essentiellement associative et se loge désormais dans des réseaux externes à la sphère partisane : mairies, syndicats, associations d'anciens résistants...

Le relâchement des techniques d'affiliation partisane

« Je n'ai pas eu de réunion de cellule. Je souhaite que se fassent des réunions dans les cellules, ou en assemblée générale. A part les réunions de la Fédé, il n'y a pas d'autres réunions dans ma localité où je puisse m'exprimer et cela depuis le mois de juin de l'année dernière »¹.

Les propos de ce militant de Saint-Martin-d'Hères (Isère) à une assemblée d'adhérents de juin 1996 illustrent la déliquescence des structures partisans y compris dans une importante municipalité communiste comptant près de 36 000 habitants. Depuis la fin des années 1990, la plupart des cellules communistes ne se réunissent plus à l'exception des phases préparatoires des congrès nationaux et lors de « *l'assemblée populaire de remise des cartes* ». Ce rite politique cyclique est souvent la seule réunion de l'année et, initialement tenu en janvier, il se déroule de plus en plus tardivement. L'acte symbolique d'allégeance au parti disparaît même dans certains cas, comme à Saint-Nazaire, où les cartes sont envoyées par la poste : la direction attend les refus par retour de courrier et considère que les autres sont toujours adhérents. Après l'adhésion contrôlée par des « parrains » garants du désintéressement et du dévouement de l'initié, le dernier rituel d'entrée en communisme est donc institutionnellement remis en cause.

Outre les difficultés à tenir des réunions, le problème de recouvrement des cotisations est un signe de la désaffection militante à l'égard de l'organisation. Les dirigeants fédéraux doivent désormais mener de véritables campagnes, souvent inefficaces en raison de la disparition de leurs relais locaux, pour que les détenteurs de cartes achètent et paient leurs timbres. Ainsi en 1998 la direction fédérale du PC de Meurthe-et-Moselle entend-elle

¹ Arch. de la fédération du PCF de l'Isère, Compte rendu de la réunion des adhérents du PCF de l'Isère du 3 juin 1996.

« Engager une nouvelle politique financière pour se présenter devant les communistes en leur demandant de payer régulièrement leur timbre en se rapprochant le plus possible du 1 %... en tous cas revenir à des proportions beaucoup plus crédibles »¹.

Le taux de cotisation, théoriquement proportionnel au salaire, baisse en effet continuellement depuis une quinzaine d'année. En outre, selon les nouvelles directives, le lien financier au parti s'individualise et perd son aspect de rituel collectif : les projets de paiement des cotisations par virement bancaire régulier, sur le modèle en cours à la CGT, se multiplient dans les fédérations. Le texte du Congrès de mars 2000 envisage ainsi « le versement automatique et la mise en place d'associations départementales de financement »². La collecte de timbres, acte d'investissement partisan et de mobilisation militante primordiale, tend donc à disparaître. Depuis 2001, l'idée d'une carte pluriannuelle valable tant que l'adhérent l'aura décidé - à l'image du baptême chrétien - est défendue par les textes officiels³.

Avec le rétrécissement de sa base militante, la cellule disparaît et, l'échelon partisan intermédiaire, la section, devient un simple relais technique de la fédération. Le temps consacré au militantisme étant minimal⁴, le travail partisan se réduit au strict nécessaire, aux tâches urgentes peu politiques, c'est-à-dire essentiellement au suivi matériel des campagnes électorales (affichages, distribution de la presse et de tracts). Des militants viennent chercher des documents de propagande au siège fédéral, qu'ils distribuent dans le canton sans passer par le relais de la cellule qui ne se réunit plus. Les derniers actes militants perdent ainsi leur caractère politique et collectif et se réduisent à des fonctions pratiques, auparavant jugées insuffisantes selon les critères partisans d'évaluation de l'engagement si elles n'étaient pas associées à une adhésion idéologique⁵.

Les pratiques militantes routinières et techniques tendent elles-mêmes à se professionnaliser et à s'émanciper du vecteur partisan : des entreprises privées prennent en charge l'affichage lors des campagnes électorales ou le portage à domicile de *L'Humanité*. Cette logique d'externalisation des activités militantes est favorisée par les récentes lois sur le financement des partis politiques. Au plan national, la perte de la centralité partisane dans la

¹ Arch. PCF de Meurthe-et-Moselle, Document introductif à la conférence fédérale du PCF de Meurthe-et-Moselle du 10 octobre 1998.

² *L'Humanité*, 27 mars 2000.

³ Cf. *L'Humanité*, 9 janvier 2002.

⁴ En 1997, 31 % des adhérents du PCF déclarent ainsi consacrer mois d'une heure par mois à leur parti selon l'enquête menée par François Platone et Jean Ranger : « Les adhérents du Parti communiste Français en 1997 », *Cahiers du CEVIPOF*, n° 27, mars 2000, pp. 40-42. La proportion des adhérents qui n'ont plus d'activité militante réelle est probablement plus importante encore car 11 % du corpus ne répond pas à la question.

⁵ Les critères centraux d'évaluation du militantisme apparaissent notamment au cours des procédures de vérification biographique qui assurent leur diffusion locale : Julian Mischi, « Le contrôle biographique à

pratique militante communiste est illustrée par la délégation des fonctions de communication à des experts non-communistes, publicitaires professionnels, comme Mouna Abkari qui est l'attaché de presse de Robert Hue lors du scrutin européen de 1999, ou écrivain, comme Frédéric Beigbeder, chargé des affiches publicitaires du parti lors de l'élection présidentielle de 2002.

Dépolitisé, l'engagement communiste dans les quartiers ou les villages se fait pragmatique. Loin de la défense d'un corpus idéologique, les militants tendent à jouer un rôle d'assistante sociale. Si cette fonction était déjà essentielle dans le passé, elle était auparavant encadrée par une orientation politique globale. La disparition du discours révolutionnaire au plan local ne laisse aujourd'hui apparent que la prise en compte des problèmes quotidiens. A Saint-Nazaire, les derniers numéros du journal des communistes des chantiers navals évoquent ainsi essentiellement les questions de l'entreprise comme la sécurité ou le bruit et, dans la commune, les militants réinvestissent la cité populaire de la Chesnaie, où l'activité partisane avait disparu, en faisant signer en 1999 une pétition contre l'insécurité¹. L'ancien secrétaire de la section locale, employé à la sécurité sociale, parcourt les quartiers populaires pour expliquer aux démunis les droits sociaux qu'ils peuvent réclamer. Il s'agit pour lui plus d'être communiste de manière individuelle que de faire voter communiste car « *ces gens ne votent même pas* »². En janvier 1997, la conférence de presse de rentrée du PC nazairien insiste significativement sur les coupures d'électricité et de gaz dans les quartiers et sur le manque de chauffage dans les HLM³.

L'activité locale des militants tend à se réduire à des pratiques pétitionnaires et le travail des dirigeants locaux consiste essentiellement à trouver des thèmes de pétition à caractère local. La section nazairienne initie par exemple un texte demandant la diversification des types de bateaux fabriqués afin de permettre la construction de nouveaux pétroliers écologiques tandis que la section grenobloise mène, en parallèle à la revendication touchant à la gratuité le parking de l'hôpital, une campagne contre la hausse des tarifs de stationnement. Après ces actions de sensibilisation auprès de la population, les militants convoquent la presse lorsqu'ils vont déposer les pétitions auprès des élus ou du préfet. La capacité d'initiative locale reste cependant limitée, moins en raison d'un contrôle du centre national que par un effet de tarissement des forces militantes : cumulant les fonctions partisanses, les cadres fédéraux se contentent généralement de reprendre, lors d'interview à la

l'échelon fédéral : le Bourbonnais (1944-1962) », dans : *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, (s. la dir. de Claude Pannetier et Bernard Pudal), Éditions Belin, 2002, pp. 157-188.

¹ « Communistes : le terrain de l'insécurité », *Ouest-France*, 8 mars 1999 ; « 400 signatures à la Chesnaie », *Ouest-France*, 10-11 avril 1999.

² Entretien le 10 février 1996 à Saint-Nazaire.

³ « Le grand vent du changement », *Ouest-France*, 20 janvier 1997.

presse régionale, les prises de positions transmises par le secrétariat national en fonction de la mise sur agenda des questions politiques, signifiant par là même leur éviction de la fabrication des enjeux du débat public local.

La réduction associative du militantisme à l'échelon local

A côté des relais techniques que constituent les équipes fédérales du PCF, à la base, le militantisme populaire résiduel se dissout dans sa « matrice » associative¹. L'essentiel du militantisme de masse est désormais consacré à l'organisation de rassemblements festifs et commémoratifs, seules occasions pour l'institution de compter ses rangs militants et pour les intéressés de satisfaire une recherche de fraternité communautaire. Ainsi, dans les campagnes de l'Allier, le communisme devient-il une association d'organisation de soirées pour cultivateurs à la retraite. L'hebdomadaire fédéral est rempli d'annonces de tombolas, tournois de belotes, rifles, loto... « *Tombola de fin d'année, ça avance !* » titre un article qui fait état des conversations téléphoniques avec des organisateurs du concours :

« Nous en sommes à 80 carnets depuis début novembre » annonce Yvonne, « il faut effectivement donner un peu de son temps... ce n'est pas en restant à la maison même si à l'occasion de visite on peut aussi en vendre, mais ce n'est pas désagréable, tu vois cet après-midi on a terminé la tournée en jouant aux cartes... c'est par ailleurs très intéressant, on voit des gens qui n'ont pas du tout nos idées mais qui prennent un carnet »².

Si les cellules ne se réunissent plus, les fêtes de section comprenant un repas-débat (1^{er} mai, réveillon, 14 juillet) sont toujours prisées. Les communistes de Buxières-les-Mines (Allier) se retrouvent à un repas d'été qui, en 1998, rassemble 150 personnes pour une centaine d'adhérents tandis que le 1^{er} mai, la fête de l'autre section du canton, Bourbon-l'Archambault, rassemble un millier de personnes autour d'un loto. Dépourvue d'actes militants, la communauté partisane perdure dans des rendez-vous festifs qui rassemblent les sympathisants ayant déserté les initiatives politiques. En 1996, la fête fédérale du PCF de Loire-Atlantique rassemble 2500 personnes : les deux principaux invités sont la chanteuse Fabienne Thibaut et, pour le Comité National (CN), Jean-François Gau³. Lors de ces derniers rassemblements de

¹ Les « matrices » de l'adhésion au communisme, c'est-à-dire les « liens générateurs » qui alimentent les entrées, souvent communautaires, en communisme (famille, voisinage, municipalité, réseau associatif...), sont au cœur de l'ouvrage de Jean-Paul Molinari : *Les ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, Paris, L'Harmattan, 1996, 367 p.

² *Bourbonnais Hebdo*, 26 novembre au 2 décembre 1999.

³ La fête est en perte de vitesse car en 1983 elle rassemblait 6000 participants : *Les Nouvelles de Loire-Atlantique*, n° 274, mai 1983. L'organisation des rassemblements festifs perd elle-même progressivement son

masse, des adhésions sont encore enregistrées mais, avec la perte de rôle de socialisation de l'institution, elles ne se poursuivent pas par un engagement politique.

Les réseaux communistes se maintiennent en perpétuant une certaine sociabilité mais se réduisent à cette fonction associative dépouillée de sa consistance politique auparavant impulsée par le parti. La sociabilité rouge perd en effet son caractère partisan car les associations et les municipalités prennent le pas sur l'institution partisane dans l'organisation des fêtes. Dans les villages bourbonnais, trois instances se substituent au parti dans l'animation locale : l'Amicale laïque, le comité des fêtes et le club du troisième âge. Conscients de la puissance de l'idée de sociabilité que renfermait la marque communiste lors de leur élection, les oblat communistes axent leurs politiques sur les thèmes de la vitalité associative. A la citadelle rouge succèdent, dans la mythologie communiste, des communes à la pointe dans le domaine de l'animation et de la promotion de la vie associative. A l'instar de la commune de Bourbon-l'Archambault qui reçoit au début des années 1980 le « prix national de l'aménagement du temps » récompensant une forte densité associative (une quarantaine d'associations pour 2500 habitants !), les bulletins municipaux mettent en avant une compétence associative déconnectée de toute défense d'une identité populaire. A Ygrande (Allier), l'organisation d'un carnaval annuel (le 65^e en 2000) fait la fierté des communistes, qui poursuivent les activités de la Société des vingt décrite au début du siècle par Daniel Halevy¹, devenue la Société de Lecture Ygrandaise².

Alors que les structures partisans se vident de leur substance, certaines organisations parallèles du PCF conservent une importante vitalité, à l'image de la Confédération Nationale du Logement (CNL) et de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT)³. Or ces réseaux de sociabilité communiste s'émancipent du parti, ils perdent leur référent partisan selon un double processus de déclin des groupements polyvalents et de croissance des associations spécialisées, processus mis au jour par Jacques Ion, qui souligne le mouvement d'autonomisation de groupes par rapport aux larges constellations dans lesquelles ils étaient traditionnellement insérés et unis par un socle idéologique commun⁴. Dans le bassin sidérurgico-minier lorrain, les mutuelles ouvrières créées par des militants communistes se

caractère partisan : pour la fête nationale de *l'Humanité*, l'achat des vignettes s'effectue ainsi de moins en moins dans les quartiers, auprès des cellules, et essentiellement sur place, auprès de guichets.

¹ Daniel Halevy, *Visites aux paysans du Centre 1907-1911*, Editions Grasset, Paris, 1934, réédité en 1978 dans la collection « Pluriel » Le Livre de poche avec une préface de Maurice Agulhon, 448 p

² *Bulletin Municipal d'Ygrande*, édition annuelle de 1995.

³ Cette organisation sportive revendique en Isère environ 4000 pratiquants avec près de 90 clubs affiliés en 1997 (*Travailleur Alpin*, n° 47, avril 1997) et progresse récemment dans le Bourbonnais avec 48 clubs (12 locaux et 36 d'entreprises) dans 14 disciplines différentes et 1613 licences en 2000 (« Une saison de croissance », *Bourbonnais Hebdo*, 5-11 avril 2001).

⁴ Jacques Ion, « L'évolution des formes de l'engagement public », dans : Pascal Perrineau (dir.), *L'engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris, PFNSP, 1994, pp. 23-39.

développent en perdant leur spécificité sous l'impact du renouvellement et d'une professionnalisation de leur personnel ainsi que de fusions avec d'autres mutuelles qui ne revendiquent pas d'identité politique ou sociologique¹. Les écosystèmes communistes locaux se disloquent dans une dynamique de spécialisation transversale qui maintient des associations de locataires, de sportifs ou de retraités mais détruit le centre partisan.

L'agenda communiste local s'articule autour d'un calendrier festif où les associations de masse tendent à se substituer à la maison mère : le communisme n'est visible que lors des fêtes publiques, or celles-ci sont essentiellement le lieu de publicité de ses organisations satellites. Les communistes se retrouvent périodiquement lors de différentes commémorations prises en charge par des associations qui bénéficient désormais d'une autonomie relative : le 8 mars avec l'Union des Femmes Françaises (UFF), le 19 mars avec la Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Afrique du Nord (FNACA), le 8 mai avec l'Association Nationale des Anciens Combattants et Résistants (ANACR) et, récemment, lors de journées pour l'Algérie.

Alors que les activités plus politiques déclinent, les pratiques communistes de gestion de la mémoire collective et de célébration de la communauté partisane se poursuivent et changent peu leurs répertoires symboliques. Le monde russe reste ainsi un thème privilégié des manifestations culturelles communistes grâce notamment aux activités de l'association France-URSS devenue France-CEI.

A Saint-Martin-d'Hères, la section locale, qui rassemble 150 adhérents en 1997, organise des projections de films russes, des cours de langue russe, des expositions mais aussi des rencontres amicales avec des ressortissants de l'ex-URSS ainsi que des voyages collectifs. Dans l'Allier, une conférence se tient en 2000 afin de contrer « *la vision misérabiliste de la Russie par les médias* » et de revaloriser l'image du pays : « *il y a encore en Russie des réalisations positives, des créateurs, des entrepreneurs honnêtes* »². L'année suivante, une autre manifestation locale dénonce le « *passage récent à un capitalisme sauvage* » que connaît la Russie, en soulignant notamment la situation difficile des femmes russes, tout en magnifiant encore des aspects positifs du passé, en l'occurrence la création culturelle du début du siècle¹. Après les bouleversements du système communiste mondial, la célébration se centre en effet plus sur les dimensions artistiques et culturelles de l'expérience soviétique que sur sa dimension politique.

¹ Dirigée par le maire communiste de Villerupt de 1953 à 1984, l'Union des Mutuelles Ouvrières du bassin de Longwy perd ainsi progressivement sa visibilité politique alors qu'en 1998 elle rassemble encore 6200 adhérents : *Républicain Lorrain*, 24 avril 1998.

² *Bourbonnais-Hebdo*, 4 au 10 mai 2000.

Un engagement négocié et individualisé

A l'observation de la modification de la place de l'institution politique au sein de son environnement, notamment associatif, doit s'ajouter l'analyse de la variation des postures individuelles intra-partisanes (acceptation légitimiste, distance critique, dévouement total, préservation d'une importante sphère intime). Le déclin du PCF prend en effet la double forme d'un effondrement du centre partisan plaçant au premier plan ses organisations spécialisées consacrées au logement, au sport, à la commémoration du passé militant et, comme nous allons le montrer, d'un éclatement de la notion de militant au profit d'un ensemble hétérogène d'attitudes de soutien voire de défiance au parti².

La mobilisation néo-communiste

Les mutations de l'engagement communiste révèlent une fragilisation des liens unissant l'adhérent à l'institution et un déclin de l'intensité de l'esprit de parti. On ne milite plus pour le communisme en tant que tel mais au sein de certains réseaux à thèmes (femmes, éducation, immigrés, Europe...) qui se développent avec des comités propres et des manifestations particulières : les militants sélectionnent les domaines qu'ils investissent sans se reconnaître forcément dans l'ensemble du message partisan. Cette segmentation de l'engagement communiste, auparavant uni dans une sacralisation du parti qui était le véritable cœur de l'investissement militant³, renvoie au refus de la militance continuelle. La promotion d'un engagement « zapping », circonstancié, vise à répondre au déclin du dévouement total au parti. Une jeune adhérente iséroise de vingt-quatre ans ne considère pas totalement son adhésion communiste comme un acte militant :

« Je suis peut-être plus venue à la JC pour des questions de personnes, que pour l'organisation elle-même [...]. Je ne me considère pas comme une militante. Il y a plein d'actions concrètes qui s'y font mais je ne souscris pas systématiquement à tout »⁴.

¹ « Conférences et expo photos avec France-Russie », *Bourbonnais Hebdo*, 19-25 avril 2001.

² Cette évolution s'inscrit bien sûr dans un mouvement général de mutation sociale des représentations collectives, processus sociologique décrit par Pierre Rosanvallon à travers notamment le cas de la forme syndicale : *La Question syndicale. Histoire et avenir d'une forme sociale*, Paris, Calman-Levy, 1988, 268 p.

³ Voir Marc Lazar, « Le Parti et le don de soi », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 60, octobre-décembre 1998, pp. 35-42.

⁴ *Travailleur Alpin*, n° 75, novembre 1999.

La détachement vis-à-vis de la militance non-stop touche surtout les jeunes adhérents qui entrent en communisme par le biais de thèmes particuliers (anti-racisme, défense du PACS, dénonciation de la précarité) et maintiennent leur engagement dans cette optique sélective en puisant des ressources à leur pratique politique dans un corpus peu unifié selon leurs préoccupations, selon leurs besoins.

En devenant associatif et particulariste, l'engagement communiste perd le caractère de totalité auquel il devait tendre selon les schèmes passés de la socialisation partisane. Pour un autre nouveau militant de vingt-cinq ans, « *le militantisme n'est cependant pas tout : il faut tenir compte de la vie* »¹. Le parti s'accommode dorénavant d'un militantisme à temps partiel : « *le militantisme n'est pas prioritaire, il faut laisser une place à la vie aussi* » estime le secrétaire de la section de Villerupt².

Cette prise de distance à l'égard d'un engagement intégral se manifeste chez les nouveaux responsables locaux du PCF de la banlieue grenobloise par le refus du statut de permanent. A Fontaine, un enseignant accepte « *difficilement* » de devenir secrétaire de la section en 1994 et pose ses conditions : « *On m'a poussé. J'ai dit ok si on ne demande pas de lâcher mon boulot* »³. A Echirolles, le secrétaire refuse un « *militantisme à 100 %* » et, à l'inverse de ses prédécesseurs, garde son emploi : il est présent au local du parti seulement le soir et quelquefois le mercredi après-midi⁴. A Saint-Martin-d'Hères, la responsable du parti qui s'est investie depuis dix ans dans le militantisme, affirme à plusieurs reprises son souhait de désormais « *avoir des collègues, des amis non militants* »⁵.

Les propos des néo-communistes laissent transpar tre une revendication d'autonomie individuelle contre une emprise partisane trop forte ainsi qu'une dépossession ressentie par la bureaucratisation de l'activité communiste :

« *Je fais la part car le communisme peut bouffer la vie. Moi je veux quand-même sauvegarder certain trucs. Maintenant je fais la part des choses. Je me laisse pas bouffer* »⁶.

« *Je me suis présentée pour la première fois aux élections municipales de 1995 où je me suis fait élire. Si je l'ai fait c'est vraiment parce que mon parti me l'a demandé. Il leur manquait quelqu'un, il leur fallait une femme. On m'a demandé, je n'ai pas eu le temps de dire oui et le lendemain, j'étais sur la liste. Je ne regrette pas mais c'est vraiment un acte militant. C'était pas prévu. Maintenant c'est bien mais c'était pas*

¹ Entretien le 26 septembre 1996 à Saint-Martin-d'Hères.

² Entretien en septembre 1999 à Villerupt.

³ Entretien en mai 1999 à Fontaine.

⁴ Entretien en avril 1999 à Echirolles.

⁵ Entretien en mai 1999 à Saint-Martin-d'Hères.

⁶ Entretien le 1^{er} octobre 1996 à Saint-Martin-d'Hères.

prévu dans ma vie. Je trouve que parfois le parti, il se sert des gens. C'est une des façons dont le parti s'est servi de moi »¹.

Le « nous » synonyme de parti tend à s'effacer chez ces nouveaux militants qui parlent de leur parti, « il », comme d'une institution extérieure : l'adhésion partisane n'a plus valeur de reconnaissance sociale. Les publications communistes elles-même n'utilisent plus la formule « Notre Parti Communiste » mais évoquent « Le Parti Communiste ».

La fragilisation du lien partisan se traduit également par un engagement entrecoupé de périodes de retrait militant : les gratifications internes de la mobilisation communiste sont dévalorisées et laissent apparaître d'autres sources d'investissement, et, en premier lieu, la sphère intime. Après la perte de la mairie de Villerupt en 1995, le secrétaire de la section locale quitte ses responsabilités : « *Je pense qu'il faut aussi vivre pour soi même. [...] Je vais continuer à militer mais selon mes désirs [car ce n'est plus] ma première priorité »².*

Certains militants quittent ainsi le PCF non par contestation politique mais par lassitude, ils arrêtent de militer avec le sentiment d'un coût désormais excessif de l'engagement collectif : avec la perte des rétributions symboliques de l'activité communiste, l'esprit de parti n'est plus assez fort pour faire accepter des sacrifices touchant à la vie privée. Une militante, à qui l'on a confié la responsabilité de la commission « fêtes et initiatives », écrit en 1982 au secrétaire de sa section pour donner sa démission du comité de la section et signifier son refus de « *la délégation de pouvoir et de responsabilité qui règne dans le Parti »³ :*

« Je ne peux plus longtemps accepter que ma responsabilité de dirigeant implique le renoncement à mes idées personnelles. [...]

Je pensais pouvoir faire partager à mes camarades les idées qui m'ont été chères toute ma vie bien avant mon adhésion au parti, à savoir la tolérance, le respect de l'homme et de ses idées, la fraternité, éléments que j'ai vu trop souvent négligés dans le parti. [...]

J'ai longtemps considéré que la fidélité à un engagement était essentielle, mais je pense actuellement être dans l'absolue nécessité d'être fidèle à moi-même ».

Les contraintes qu'implique le militantisme deviennent trop lourdes et le « surgénérateur »⁴ communiste explose. Les militants négocient alors la densité de leur engagement en fonction

¹ Entretien le 20 septembre 1996 à Grenoble.

² Entretien en août 1999 à Villerupt.

³ Arch. de la section du PCF de Saint-Martin-d'Hères, Lettre adressée au secrétaire de la section du PCF de Saint-Martin-d'Hères, le 22 janvier 1982.

⁴ « *Si ce type de parti fonctionne comme un surgénérateur produisant d'autant plus de combustibles qu'il en consomme davantage, c'est parce que l'obtention de gratifications personnelles est intimement liée à l'accomplissement des tâches militantes » : Daniel Gaxie, Economie des partis et rétributions du militantisme, Revue française de science politique, n° 1, février 1977, p. 140.*

de leurs positions ou de leurs attentes et peuvent s'en tenir à un soutien associatif au PCF. Un militant bourbonnais demande ainsi en 1987 au secrétaire fédéral la possibilité de limiter ses activités militantes au plan local :

« Les responsabilités que je suis amené à exercer au plan communal (travail municipal, vie associative) ne me permettent pas, à mon avis, de concilier ces activités avec des responsabilités plus importantes (aide à une autre section ou participation au bureau fédéral). Je pense avoir toujours donné la priorité à l'activité du Parti, et, ma participation à la vie associative que ce soit au Foyer des Jeunes ou à l'encadrement des jeunes au club de Foot me semble bénéfique pour l'avenir »¹.

Face aux militants critiquant son action qui « n'est pas assez politique », le maire et conseiller général de ce canton répond : « La politique pour moi c'est de réaliser des choses, être dans la vie quotidienne, répondre aux attentes »². En n'évoquant jamais le parti ou ses orientations idéologiques lors d'un long entretien, il estime que « le terrain » et « les associations » priment sur les « discours » : « En tant qu'élu je ne suis pas d'état-major, mais je suis aux donneurs de sang, au stade, à Bourbon-Sportif... ».

Dans un contexte de dévalorisation de l'activité collective au sein du parti et d'émergence de revendications individualistes, beaucoup de militants expérimentés estiment que le parti n'est désormais plus porteur de mobilisation. Pour la présidente du groupe communiste du conseil général de l'Isère :

« Le Parti communiste comme tous les autres partis (peut-être moins le parti communiste et encore...) ne sont plus la force motrice des changements de la société [...]. Au niveau des pratiques, le parti n'a pas vraiment changé. Je ne participe pas aux débats parce que je n'ai pas envie de perdre mon temps. Je milite dans d'autres associations avec les Algériens, les Palestiniens. Je paie mes timbres au parti mais je ne milite plus depuis trois ans. J'ai très peu de rapport avec la section de Saint-Martin-d'Hères. On se rencontre. Même pour la campagne électorale, le soutien est faible »³.

Certaines organisations de la société civile bénéficient ainsi de l'engagement de militants en rupture de parti. Dès la fin des années 1970, l'investissement de sphères externes au parti se multiplie : des militants transforment par exemple leur malaise face à la ligne politique en s'occupant d'enfants en difficulté. Ces mouvements de repli partisan par un investissement périphérique symbolisent la perte du primat du parti dans l'engagement car ces militants

¹ Arch. de la fédération du PCF de l'Allier, Lettre adressée au secrétaire de la fédération du PCF de l'Allier, le 19 novembre 1987.

² Entretien le 3 mars 1999 à Bourbon-l'Archambault.

³ Entretien le 7 octobre 1996 à Grenoble.

revendiquent toujours une identité communiste qu'ils dissocient de l'institution politique. Lorsqu'en 1982 le secrétaire de la section d'Echirolles dresse l'état de la présence communiste dans la commune, il insiste sur cette désagrégation de la centralité partisane :

« *Le problème, c'est le lien entre tous ces communistes et le Parti car souvent pour ne pas dire dans la plupart des cas dès qu'un communiste milite dans une association il y a une coupure presque radicale avec l'organisation du parti et cela pose un problème grave* »¹.

Le parti n'est progressivement plus le centre de l'investissement individuel et devient un élément parmi une « pluralité » d'insertions sociales possibles².

L'emprise des réseaux partisans sur leurs membres fléchit, y compris sur les dirigeants qui estiment désormais légitime la préservation d'un important espace privé et familial, support d'une sociabilité qui se dissocie des activités partisans. Dans les fédérations, la présence militante s'efface, les réunions se tiennent avant 18 heures et les bénévoles de l'institution laissent la place à des professionnels absents le week-end : permanents, collaborateurs des groupes d'élus communistes, personnel administratif...³ Les employés du parti, souvent détachés des collectivités territoriales, ne se considèrent plus comme des permanents de la cause communiste et revendiquent des horaires et des fonctions liés à leur statut, tandis que les cadres fédéraux s'investissent moins dans l'animation du siège fédéral.

La détérioration du sentiment de corps associée à la rétraction du nombre de postes et de fonctions politiques, suscite un accroissement de la compétition interne qui explose désormais publiquement lors de conflits économiques opposant les employés du parti (secrétaire, journaliste, comptable, imprimeur) aux directions fédérales. Ces rivalités autour des rétributions matérielles se terminent parfois par des procédures devant les prud'hommes, et renforcent chez des adhérents désabusés la vision du PCF devenant un parti comme les autres. Les licenciements sont nombreux et, prenant souvent une forme expéditive car les cadres croient toujours à l'importance du dévouement personnel des militants, rompent une solidarité partidariaire.

Le déclin de la sacralisation du corps partisan est également accentué par le déclenchement au cours des années 1990 d'affaires pénales visant les réseaux locaux de

¹ Arch. de la section du PCF d'Echirolles, Rapport de la conférence de la section du PCF d'Echirolles de 1982.

² Voir les analyses sociologiques de la socialisation et du désengagement mettant l'accent sur la multiplicité des logiques identitaires d'inscription : Bernard Lahire, *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998, 271 p. ; Philippe Gottraux, *Socialisme ou Barbarie. Un engagement politique et culturel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997, 427 p. et le travail en cours de Catherine Leclercq sur les « sorties » du monde communiste.

³ Cette professionnalisation des structures militantes est nationale comme l'illustre l'élection au CN de nombreux collaborateurs des cabinets ministériels et d'attachés parlementaires en mars 2000.

financement occulte du PCF. En décembre 1996, les discussions d'une cellule d'un quartier populaire de Saint-Martin-d'Hères portent notamment sur cette question :

« Dans notre société tout est de plus en plus pourri : mensonges, chacun pour soi, magouilles... Y compris des gens de gauche et communistes qui ont cette attitude : on arrive à ne plus croire en rien. Je ne retrouve plus l'intégrité qu'avaient les communistes : tout fout le camp »¹.

En même temps que le militantisme communiste perd sa singularité d'engagement total, l'image qu'ont les adhérents de leur parti se banalise.

L'Individualisation du lien partisan

Non seulement un nouveau rapport distancé à l'institution se lit dans les pratiques et les discours des communistes français, qu'ils soient anciens militants manifestant une forte fidélité partisane ou nouveaux arrivants échappant à l'incorporation d'une culture communiste qui n'est plus transmise, mais ce mode d'affiliation politique est progressivement promu par la direction nationale du PCF à travers les réformes statutaires qu'elle initie. L'entreprise de rénovation partisane défendue par Robert Hue opère ainsi un réajustement de l'institution politique sur la réalité de son implantation sociétale : le déclin du modèle holiste de l'engagement politique que représentait traditionnellement le PCF est reconnu par un corps dirigeant qui, avec « la mutation », valorise les inflexions particularistes et individualistes des nouvelles insertions militantes.

Entérinant une rupture organisationnelle fondamentale, les cadres fédéraux ont pour consigne de développer cette conception individualiste de l'engagement néo-communiste selon laquelle l'adhésion ne signifie pas insertion dans une instance collective partisane. Lors d'une réunion nationale de responsables fédéraux à l'organisation, en avril 2001, Gilles Bontemps appelle ainsi à « *séparer la remise de cartes du lien avec l'adhérent* », à « *rendre concret le droit pour chacune et chacun d'avoir sa carte quelle que soit la capacité de nos structures de la leur remettre ou pas* »². Le lien à l'institution s'affranchit des lieux collectifs de discussions et de rencontres, seul compte le sentiment d'appartenance : le militant s'efface derrière l'adhérent. Lors de la préparation des congrès, des systèmes de vote par correspondance sont organisés dans les fédérations depuis 1999 et le recours au vote

¹ Arch. de la fédération du PCF de l'Isère, Compte rendu de la réunion de la cellule Thaelmann du PCF de Saint-Martin-d'Hères du 23 septembre 1996.

² Gilles Bontemps, Introduction à la réunion nationale des secrétaires à l'organisation des fédérations du PCF du 28 avril 2001.

électronique s'étend. L'expression militante ne passe plus nécessairement par la confrontation collective dans les organismes de base du parti, par des votes dans les cellules ou les sections.

Avec la promotion de pratiques militantes centrées autour de l'individu et non du parti, les récents changements organisationnels du PCF avalisent le déclin du modèle partisan communiste traditionnel. Le Congrès de 1996 appelle à une rénovation du militantisme (« *le militantisme doit ainsi faire appel à des formes nouvelles* »¹) dans le sens d'un respect de l'individualité des adhérents car il s'agit de :

« *Lever les craintes d'un engagement trop souvent perçu comme un enrôlement et [d'] apporter des satisfactions personnelles, le plaisir, l'enthousiasme, pour déboucher sur des résultats [et de] libérer l'initiative de chaque individu communiste [...].*

La diversité des communistes est une réalité non seulement tolérée, acceptée, mais aujourd'hui revendiquée comme une richesse »².

Les échelons partisans intermédiaires, rouages essentiels de la socialisation communiste, sont mis de côté au profit d'un lien direct, non médiatisé, avec l'adhérent. Désormais la préparation fédérale des congrès ne comptabilise plus le vote des cellules mais celui des adhérents et, lors de prises de décision collective comme pour l'entrée au gouvernement en 1997 ou la constitution d'une liste d'union de la gauche plurielle lors du scrutin régional de 1998, les militants se prononcent à titre individuel par un vote à bulletin secret. Le filtre partisan que constituait le comité fédéral, où siègent les représentants des sections, est délaissé. Selon le slogan « *l'individu au centre du projet communiste* » et la volonté affichée de rétablir « *la souveraineté de l'adhérent* », les réseaux partisans deviennent secondaires : à l'assouplissement des devoirs de l'adhérent correspond un développement de ses droits devant le parti. Cette valorisation de la différenciation interne qui place l'individu au centre des réseaux communistes s'oppose aux principes unitaires traditionnels du PCF et guide, par exemple, la constitution de la liste communiste pour les élections européennes de 1999. Selon ce mouvement favorisant désormais les « capitaux individuels » sur le « capital collectif partisan »³, les réseaux locaux du PCF sont à l'occasion de ce scrutin « court-circuités » au profit de personnalités de la société civile. Le doyen de la faculté de Clermont-Ferrand est ainsi choisi pour la région auvergnate au grand étonnement des paysans communistes du bocage bourbonnais.

¹ PCF, « La politique du parti communiste français », Document adopté par le 29^e Congrès, 18-22 décembre 1996, p. 89.

² *Ibid.*

³ Selon les concepts mobilisés par l'analyse sociologique des partis que propose Michel Offerlé, *Les partis politiques*, op. cit., pp. 51-54.

La « *modernisation* » du PCF en « *Parti des communistes* », en parti « *représentatif de la diversité communiste* »¹ entamée lors du Congrès de mars 2000 accompagne désormais le processus de déconstruction du collectif partisan que nous avons observé à l'échelon local depuis plusieurs années. En autorisant une « *diversité des formes d'entrée et de vie au PCF* » et en refusant de « *hiérarchiser les différentes formes d'engagement* », il s'agit de « *multiplier les offres d'activités* » et de favoriser « *plus d'initiatives et de responsabilités individuelles* ». A chacun de « *choisir* » selon « *ses centres d'intérêt* » « *comment s'investir dans* » l'action communiste :

« *Le changement proposé part d'un choix majeur : la primauté de l'adhérent. Il s'agit de fonder la conception de l'organisation non plus sur les structures mais sur les attentes, les motivations et la liberté d'engagement des femmes et des hommes communistes* »².

Reconnue, l'orientation individualiste du militantisme communiste est désormais revendiquée par le centre partisan qui promeut un modèle de l'engagement davantage contractuel, valorisant la mobilité et la personnalisation des investissements partisans au détriment des traditionnelles fonctions pédagogiques³. Robert Hue souhaite ainsi la mise en place d' « *une organisation qui fonctionne de façon radicalement différente* », avec la possibilité pour le nouvel entrant de ne pas forcément militer dans une cellule⁴ et le document adopté par le Congrès entérine le morcellement des principes d'identification des militants et la disparition des cellules au profit de « *formes nouvelles – réseaux, collectifs, ateliers, liens transversaux etc-* »⁵.

Visant à rompre avec « *un système pyramidal à vocation pédagogique* » (Patrice Cohen-Seat, président de la commission du projet), cette modification des statuts rencontre l'hostilité d'adhérents qui craignent un abandon du « *caractère militant du Parti* » (Jean-Pierre Page, délégué de Paris)⁶. Georges Gastaud (Pas-de-Calais), évoquant les cellules : « *on veut les supprimer parce que ce n'est pas un lieu d'épanouissement pour les petits-bourgeois* »⁷.

Le militant a désormais le « *choix* » de militer dans des « *réseaux* » ou dans des « *cellules* ». Ainsi près de 11 % des délégués de Congrès d'octobre 2001 ne militent-ils pas

¹ *L'Humanité*, 27 mars 2000.

² *Ibid.*

³ Voir à ce sujet les analyses de Michel Bertrand, « *Reconstruction de la mémoire et trajectoire politique* », dans : Michel Bertrand *et al*, *La Reconstruction des identités communistes après les bouleversements intervenus en Europe centrale et orientale*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 21-23.

⁴ *Le Monde*, 16 février 2000.

⁵ *L'Humanité*, 27 mars 2000.

⁶ *L'Humanité*, 27 mars 2000.

⁷ *L'Humanité*, 13 Mars 2000.

dans une cellule mais au sein d'autres « *lieux de proximité* »¹. L'appartenance communiste n'est plus assez importante pour être la base d'une mobilisation propre, la cellule, il s'agit désormais de s'engager sur des thèmes précis et de promouvoir un engagement ciblé voire temporaire.

La multiplication des promotions individuelles, non partisans, dans les instances de directions locales illustre également l'acceptation par le centre de la disparition des instances locales de socialisation partisane. Les adhérents accèdent en effet de plus en plus aux comités fédéraux sans passer par les échelons intermédiaires et sans l'organisation de votes en assemblées de section. En Loire-Atlantique, les responsables actuels des sections de Saint-Nazaire et de Brière font partie des cinq « *camarades qui ont été invités et qui ont participé au travail du comité fédéral en cours de mandat* »². Face à ces « montées » peu transparentes qui échappent au contrôle collectif du parti, un militant cheminot de Lorraine critique, lors de la conférence fédérale du PCF de Meurthe-et-Moselle d'octobre 1998, un « *comité fédéral fourre-tout* »³. En Isère, un militant est même coopté par la direction fédérale sans que sa section locale ne soit consultée. Lors du Congrès national de 1996, une déléguée de cette fédération pose une question impensable il y a quelques années : « *Faut-il participer à toutes les formes d'organisation (cellule, section) du parti pour être élue au secrétariat fédéral ?* »⁴.

La promotion partisane perd son aspect collectif et normatif : la cooptation non officielle devient une règle générale de gestion du personnel communiste local, remplace l'élection, tandis que des places sont automatiquement réservées dans les exécutifs fédéraux aux élus. A l'image de cette généralisation de la pratique des gratifications aux détenteurs de fiefs fédéraux, les modifications du fonctionnement partisan visent à fidéliser les cadres en augmentant le niveau de rétribution.

L'affranchissement institutionnel d'une marque politique

Les réseaux militants deviennent secondaires pour un parti qui axe ses efforts sur ses positions électives et se satisfait d'une clientèle sympathisante, d'une base électorale : le cœur des « *milieux partisans* » communistes locaux⁵ passe alors du parti aux élus et la conception

¹ Rapport de la commission des mandats du 30^e Congrès d'octobre 2001 par Fabienne Pourre : *CommunisteS*, n° 15, supplément à *L'Humanité* du 31 octobre 2001, p. 10.

² Arch. de la fédération du PCF de Loire-Atlantique, Texte préparatoire à la conférence fédérale du PCF de Loire-Atlantique de mars 2000.

³ Arch. de la fédération du PCF de Meurthe-et-Moselle, Compte-rendu de la conférence fédérale du PCF de Meurthe-et-Moselle du 10 octobre 1998.

⁴ Elizabeth Vernet, déléguée de l'Isère, *L'Humanité*, 5 octobre 1996.

⁵ Le « *milieu partisan* » est défini par Frédéric Sawicki comme l'« *ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément pour finalité principale de participer à la construction du parti* ».

partisane définie par les derniers congrès institutionnalise la perte du label militant qui singularisait cette formation sur la scène politique française. L'identité communiste se détache de l'appartenance partisane, la culture communiste s'émancipe de l'institution politique : il n'est désormais plus nécessaire de militer ni même d'être adhérent pour être reconnu comme communiste.

Communiste sans le parti

Le succès populaire du PCF depuis la Libération doit beaucoup au monopole qu'il a détenu sur la marque communiste. Or, avec la disparition du camp soviétique et l'éclatement du système partisan communiste en de multiples réseaux de plus en plus lâches, la capacité de l'institution à se poser en dépositaire légitime de l'identité communiste se réduit. L'essor du vote pour les candidats trotskistes restés fidèles au corpus marxiste-léniniste et la baisse concomitante du rejet du gauchisme par les communistes reflètent ce découplage entre le parti et l'étiquette communiste, qui peut être dorénavant revendiquée avec succès par l'extrême gauche. Voter communiste, notamment pour les jeunes, ce n'est plus forcément voter pour le PCF. La perte d'influence du PCF est ainsi associée à un mouvement d'élargissement du référent communiste qui, s'émancipant du parti, dépasse les représentations forgées par l'institution.

La dissociation identité-parti commence véritablement avec les désaffections politiques massives des années 1980, lorsque les contestataires quittent le PCF tout en continuant à revendiquer une sensibilité communiste, puis s'accroît dans un second temps avec l'autonomisation de la pratique et du discours des édiles communistes. Les élus mettent en effet de plus en plus de côté leur affiliation partisane devenue préjudiciable à leur reconduction et délaissent les activités partisans qui ne donnent plus assez d'honneur social. La primauté des ressources collectives du militantisme sur les capitaux sociaux personnels est ainsi remise en cause : de nombreux candidats « oublient » de faire figurer « les outils du parti », le marteau et la faucille, dans leur journal de campagne puis refusent d'être présentés par le parti pour se satisfaire d'un simple « soutien ». Enfin, dans un troisième temps, les responsables fédéraux et nationaux du PCF encouragent cette minimisation de l'attachement partisan des élus car elle est bénéfique en termes électoraux. Les fédérations communistes se mettent ainsi progressivement en retrait des campagnes électorales : elles ne contrôlent souvent plus le processus de sélection des candidats mais continuent cependant à jouer un rôle

politique, quoi qu'ils y contribuent en fait par leurs activités » : Les réseaux du PS. Sociologie d'un milieu partisan, Paris, Belin, 1997, p. 24.

primordial dans les relations inter-partisanes, lors des pourparlers entre les différents partis de gauche, en tant que représentantes départementales de la direction nationale du PCF.

Les valeurs avancées par les élus sont de moins en moins partisanes et tournent autour du triptyque « compétence, efficacité, honnêteté ». Auparavant élus du parti, ils se mettent en scène comme des élus de la population et ce discours valorisant l'individualité du candidat au détriment de son rôle de représentant du collectif partisan s'étend aux campagnes présidentielles de Robert Hue en 1995 et 2002. Contre la traditionnelle méfiance à l'égard de toute légitimité extérieure au parti, *L'Humanité* insiste sur les qualités de l'élu local et, en jouant sur la personnalisation du scrutin, la campagne communiste se banalise¹. L'institution partisane s'efface au profit d'un discours très personnel comme dans un tract d'avril 2002 de huit pages intitulé : « *Robert Hue : Un contrat avec vous* », où le mot PCF n'apparaît que dans la partie consacrée à la souscription nationale. Les propositions politiques sont présentées comme émanant essentiellement du candidat :

« J'ai envie pour ma part de faire autrement. C'est mon expérience. C'est aussi mon goût, ma ligne de conduite. [...] Des propositions que je soumets à votre jugement en vue d'un contrat à définir ensemble. Je sollicite votre opinion »

Cette disqualification des ressources partisanes au profit de l'individualité des communistes n'est que l'expression du décrochage institutionnel de l'identité communiste dans ses terres d'implantation. Dans les municipalités revendiquées par le PCF, de plus en plus d'élus ne sont désormais plus « encartés » mais simplement sympathisants, tout en demeurant communistes dans les représentations populaires locales. L'une des premières et des plus importantes municipalités communistes du Pays-Haut lorrain, Longlaville, est dirigée par un ancien militant qui ne reprend plus sa carte et compte « 2 ou 3 militants ». La majorité des élus, anciens communistes ou refondateurs, n'a plus de liens, à l'image du maire, avec la fédération du PCF :

« Je n'ai pas d'activité militante sur la localité mais cela ne tient qu'à ceux qui sont restés. [...] Moi je suis catalogué comme communiste car je déclare appeler à voter pour le PCF. C'est au PCF de se faire voir »².

Dans un autre fief municipal du bassin conquis également en 1959, Saulnes, lorsque le maire, ancien permanent fédéral, se retire en 1995, le PCF soutient une liste conduite par un syndicaliste CGT qui se déclare libre de toute attache partisane :

¹ François Hincker, « Le PCF devant l'élection présidentielle », dans : Pascal PERRINEAU, Colette YSMAL, *Le Vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, PFNSP, 1995, pp. 47-60.

² Entretien en septembre 1999 à Longlaville.

« *Même si notre liste se réclame de la gauche, elle est constituée de sensibilités différentes. La politique est exempte de nos discussions et c'est uniquement avec le souci d'œuvrer pour le développement de la commune que nous nous présentons* »¹.

Atout électoral, l'absence de liens avec le parti est présentée comme une qualité politique : le candidat communiste au scrutin législatif de 2002 à Longwy a par exemple toujours refusé d'intégrer la direction départementale du parti « *pour ne pas être lié à un appareil* »². Dans le bocage bourbonnais, le conseiller général d'Hérisson explique sa réussite politique par sa capacité à être resté à la marge du parti : « *Je suis seulement membre du comité de la section, et sans responsabilité. J'ai toujours refusé d'être membre du comité fédéral* »³.

La relativisation de l'importance du parti dans la définition du néo-communisme, qui trouve donc sa source dans les bouleversements locaux de la culture communiste avant d'atteindre la direction du parti sous le vocable de mutation, oriente la constitution de la liste *Bouge l'Europe* en 1999. Soutenue mais non présentée par le parti, cette liste comprend des personnalités non « encartées », à l'image de Maurice Kriegel-Valrimont exclu du PCF de Meurthe-et-Moselle en 1961. Dans ce département, la direction évoque en 1998 « *l'existence d'une force communiste qui dépasse la seule réalité de nos forces organisées* »⁴ et plusieurs sections locales invitent aux réunions des habitants qui ne sont pas membres du PCF. Non seulement le communiste n'est plus obligatoirement un militant, mais il peut désormais se passer d'être adhérent sans perdre l'identité communiste. Ainsi de nombreux communistes de Meurthe-et-Moselle ne militent-ils plus depuis la reprise en main de la fédération par la direction nationale, en 1987⁵, tout en s'affirmant toujours communistes. Or ils sont toujours considérés comme communistes par la population locale qui dissocie l'étiquette communiste de l'affiliation partisane au PCF. Selon un ancien responsable fédéral :

« *Je défends toujours l'idée communiste mais le parti ne représente plus rien, il est en panne [...]. Ce qui reste au PC n'est pas représentatif des communistes* »¹.

Le découplage entre l'institution et l'identité communiste, enjeu de lutte au sein des « milieux partisans » locaux dans les années 1980, est récemment reconnu par les textes d'orientation du parti : d'abord la marque identitaire échappe aux entrepreneurs politiques du PCF puis ceux-ci acceptent progressivement que l'affiliation ne fasse plus le communiste.

¹ *Républicain Lorrain*, mai 1995.

² Entretien en septembre 1999 à Hussigny-Godbrange.

³ Entretien le 9 mars 1999 à Cosnes-d'Allier.

⁴ Arch. de la fédération du PCF de Meurthe-et-Moselle, Document introductif à la conférence fédérale du PCF de Meurthe-et-Moselle du 10 octobre 1998.

⁵ A partir des élections européennes de juin 1984 et du 25^e congrès de janvier 1985, la direction du PCF meurthe-et-mosellan, et notamment le premier secrétaire fédéral Alain Amicabile, contesta les orientations nationales du PCF et devint pour cela la cible d'une entreprise de normalisation conduite par Claude Billard qui aboutit en novembre 1987 à l'élection de Claude Fischer à la tête de la fédération.

Avant que la place centrale du parti dans l'engagement soit remise en cause par le discours néo-communiste, elle est donc une contrainte imposée par la gestion locale de l'identité communiste. Dans le corpus sémantique de la mutation, la distinction entre « *communiste de cœur* » et « *communiste de carte* », symbolise cette acceptation du processus d'individualisation de l'identité communiste².

Les exclus sont appelés à reprendre leur place au sein du « *courant communiste* » sans obligatoirement reprendre une carte³. C'est dans le bassin de Longwy, à Longlaville, que Robert Hue rencontre Maurice Kriegel-Valrimont le 22 juin 1997 et condamne les exclusions passées⁴. Cet acte symbolique a été notamment préparé par les anciens cadres locaux mis à l'écart durant les années 1980 qui deviennent progressivement des interlocuteurs privilégiés de la direction fédérale, forts de leur compétence technique et des liens qu'ils ont maintenus, contrairement aux nouveaux dirigeants, avec les maires et conseillers généraux du département. Alain Amicabile, ancien premier secrétaire fédéral, exclu du Comité Central (CC) en 1985, participe ainsi à des réunions de structures informelles où élus, cadres administratifs, anciens et nouveaux responsables, tentent de maintenir une influence communiste dans le département. Cette mobilisation se fait « *par adhésion à des idées et non à un parti* » (Alain Amicabile)⁵ et avalise la perte du rôle central de l'institution au sein des écosystèmes locaux. Le nouveau secrétaire fédéral, Patrick Hatzig, rend ainsi hommage :

« *A ceux qui sont partis ou ont été rejetés, car ils ont fait en sorte que les choses changent. Ces gens là ont exprimé des idées que je combattais parce que j'étais dans le moule, mais je reconnais qu'ils avaient raison et nous nous sommes tous affranchis d'un certain nombre de choses* »⁶.

Malgré les repentances des dirigeants néo-communistes, les anciens cadres qui ont pris leur distance n'expriment cependant pas le désir de renouer avec ce qu'ils associent au passé, à l'image d'un collaborateur du groupe communiste au conseil général. Ancien animateur de la fédération de Meurthe-et-Moselle dans les années 1980, il estime que le PCF est un :

¹ Entretien en septembre 1999 à Mont-Saint-Martin.

² Pour le philosophe Jean-Paul Jouary, qui soutient Robert Hue dans son entreprise de mutation, à l'identité abstraite dichotomique (communiste/non-communiste) doit succéder une identité communiste qui se construit, largement indéterminée et relativement indépendante du parti : Jean-Paul JOUARY, « La carte fait-elle l'identité ? Je suis communiste.../ Tu es non-communiste.../ Nous pensons que.../ Vous devriez admettre que.../ Ils n'ont rien compris.../ Curieuse conjugaison qui lie la logique identitaire et la difficulté de rompre radicalement avec toute forme de stalinisme », *Regards*, n° 16, septembre 1996, pp. 22-23.

³ Dans son rapport au CC des 16 et 17 novembre 1998, Francette Lazard déclare « *nulles et non avenues toutes les sanctions, exclusions ou mises à l'écart effectuées à partir de conceptions politiques, de principes d'organisation ou de pratiques que le PCF, en décidant de sa « mutation », a décidé de transformer* ».

⁴ *L'Humanité*, 22-23 juin 1997.

⁵ Entretien en septembre 1999 à Nancy.

⁶ Antonella Krebs, « PC Meurthe-et-Moselle : pas très orthodoxe », *Républicain Lorrain*, 21 juillet 1997.

« *Obstacle à la constitution d'un bloc de la radicalité. Le PCF n'incarne plus cette radicalité [...]. Les questions de société sont plus importantes que la question de la survie du PCF [...]. La mutation de Hue c'est pour trouver sa place dans le paysage politique français* »¹.

La dissolution électorale du communisme

A la dissociation des fonctions partisanes et électives se substitue progressivement, sous l'effet de l'accentuation du déclin communiste et de l'incapacité du parti à valoriser ses propres fonctions dirigeantes par rapport à celle de l'appareil d'Etat, un mouvement de fusion des élus et du parti. Après les oppositions entre les cadres fédéraux et les détenteurs de mandats électifs, signes de la crise de l'identité partisane, dans les années 1980, les dirigeants s'alignent sur les positions des élus, souvent contestataires. L'entreprise partisane à la base militante réduite n'a plus les moyens de s'opposer à ces représentants élus : les ressources électives se valorisent en même temps que le capital collectif partisan se délégitime. Au niveau local, l'institution politique se réduit progressivement à sa dimension électorale : les structures partisanes subsistantes deviennent des bureaux municipaux et, en général, le groupe municipal apparenté au PCF se substitue au parti qui disparaît. A Longwy, les réseaux partisans ont disparu depuis le début des années 1990 mais quelques conseillers municipaux sont connus pour être communistes. Rassemblés au sein d'un « collectif gauche démocratique », ils se substituent au parti pour les investitures aux élections locales et les différentes déclarations publiques. Selon deux anciens responsables du parti dans le bassin de Longwy :

« *Les élus aujourd'hui c'est la queue de la comète, c'est la seule chose qui reste au PCF* »².

« *Ce qui supporte l'idée communiste aujourd'hui dans le Pays-Haut c'est les élus, ce n'est plus la fédération. La fédération c'est une coquille vide* »¹.

Véritable lieu d'expression du communisme local, le groupe communiste du conseil général de Meurthe-et-Moselle est composé d'élus, dont la majorité est en rupture avec une fédération qui bénéficie d'une faible visibilité dans les représentations populaires. Progressivement le responsable départemental du PCF s'installe lui-même au conseil général où il organise des réunions avec les élus accompagnés de leurs collaborateurs alors que le secrétariat fédéral perd de son importance.

¹ Entretien en septembre 1999 à Nancy.

² Entretien en septembre 1999 à Mont-Saint-Martin.

En 1998, les dirigeants fédéraux du PCF ont même pour consigne d'entrer dans leurs conseils régionaux grâce à une alliance avec les autres partis de gauche : sur 82 chefs de file communistes des listes régionales, près de la moitié (39) sont des premiers secrétaires fédéraux². Les premiers secrétaires fédéraux de l'Allier, de Loire-Atlantique et de l'Isère sont ainsi élus et si le responsable du PCF meurthe-et-mosellan n'entre pas au conseil régional de Lorraine, il figure en bonne place sur la liste. Par cette notabilisation des cadres, la multipositionnalité des acteurs politiques du PCF dans les réseaux partisans ou électifs devient la règle. Plus de la moitié des conseillers régionaux sortant du PCF ne se présentaient pas lors de ce scrutin au cours duquel des responsables fédéraux produits par l'institution remplacent des élus souvent issus des classes populaires. En Isère, trois Grenoblois membres du secrétariat fédéral entrent au conseil régional où ils remplacent des élus dont la légitimité s'était initialement construite dans l'exercice de mandats locaux et dans la participation à des luttes sociales.

L'alliance électorale, bénéfique en terme de gains de sièges, permet au PCF de maintenir son appareil local car les permanents ne pouvant plus être rétribués par le parti ont besoin d'autres ressources financières. Le déplacement du centre de gravité du communisme du parti aux élus a en effet un important ressort financier avec la diminution des recettes issues des cotisations militantes (perte d'adhérents, baisse du recouvrement des cotisations faute de vie réelle des cellules) et des souscriptions populaires (baisse de régime de l'activité militante). Les reversements d'indemnités des édiles, les « *ristournes des élus* » constituent désormais la première source de financement des PC locaux devant les « *ressources de masse* » : la trésorerie communiste bascule d'un financement militant à un financement public.

Dans les communes, l'accession d'anciens cadres fédéraux aux mandats électifs, notamment aux postes d'adjoints au maire, s'explique souvent par un problème de remplacement des permanents d'origine ouvrière qui sans diplômes et relativement âgés trouvent difficilement un emploi. Ainsi le conseil municipal de Saint-Martin-d'Hères compte-t-il dans ses rangs à la fois l'ancien secrétaire départemental de la CGT et l'ancien secrétaire fédéral du PCF tous deux adjoints après le scrutin de 1995.

Les exécutifs fédéraux sont désormais formés essentiellement d'élus et les cadres multiplient les candidatures. Le dirigeant de la fédération iséroise du PCF, Patrice Voir, qui détient un mandat régional, est candidat lors de scrutin cantonal de 1992, suppléant aux élections législatives de 1993, en position non-éligible aux élections municipales de 1995,

¹ Entretien en septembre 1999 à Nancy.

² « Robert Hue lance l'appareil communiste à la conquête du territoire », *Le Monde*, 21 février 1998.

puis à nouveau candidat lors des élections cantonales de 1995 (partielles) et 1998. Au plan national, cette intégration élective des cadres se mesure par la progression des délégués aux congrès nationaux ayant un mandat d'élus, alors même que les positions électorales de l'organisation communiste s'affaissent : 27 % (1987), 28 % (1990), 29 % (1996), 31 % (2000), 38 % (2002)¹.

De nouvelles dispositions statutaires accompagnent cette fusion entre le parti et des élus : les organismes nationaux de direction mis en place après le Congrès de mars 2000 avalisent le rôle désormais central des élus au sein du monde communiste. Avec les premiers secrétaires fédéraux, les élus les plus importants (maires de grandes villes, députés, sénateurs) entrent de droit au CN². Les procédures de désignation traditionnelle des représentants nationaux par les délégués des assemblées fédérales puis du congrès national qui assuraient un primat du collectif partisan sont donc caduques. Contre la traditionnelle méfiance à l'égard des titulaires de mandats électifs, les positions électorales sont désormais une ressource d'importance dans les stratégies d'accès à la direction du parti. Le capital d'autorité politique passe du parti aux assemblées électives : les titres électifs se reconvertissent en ressources partisans. En Isère, avant même ces transformations organisationnelles, le « *collectif fédéral d'animation de la réflexion sur les directions* » prépare l'évolution en posant lors de la préparation du congrès la question suivante :

« *Ne faut-il pas un comité fédéral composé de tous les secrétaires de sections, avec plus d'élus (maires des villes importantes, conseillers généraux, régionaux, députés) en plus des membres élus par la conférence fédérale ?* »³.

Le filtre partisan des conférences de section est délaissé et cette croissance des élus au sein des directions fédérales joue un rôle considérable dans les mutations de la culture communiste : les permanents élus n'ont pas les mêmes priorités que des permanents politiques qui doivent leur statut au centre partisan, ni les mêmes manières de concevoir et de mener l'action politique. La modification en profondeur du profil des militants communistes qui doivent désormais leur légitimité essentiellement au suffrage universel influe en retour sur les stratégies du parti et son identité.

Cette valorisation de la hiérarchie élective au sein de la contre-société communiste (Robert Hue souhaite ainsi libérer « *de toute « tutelle » ombrageuse du Parti les élus qui*

¹ Rapports de la commission des mandats au congrès nationaux du PCF.

² La différence de légitimité entre les membres du CN ayant été au coeur de débats houleux, le principe que tous les dirigeants soient élus de la même manière a été adopté lors du Congrès de mars 2000, mais certains membres sont désormais automatiquement proposés au vote : il s'agit d'« *environ 250 adhérent(e)s investi(e)s dans l'activité du Parti, dans le mouvement social, dont : les secrétaires fédéraux, des élus régionaux, départementaux et municipaux des différentes régions, des membres de l'exécutif des conseils généraux et régionaux à direction communiste* » (L'Humanité, 27 mars 2000).

³ Travailleur Alpin, n° 78, février 2000.

détiennent leur mandat non des seuls communistes mais du suffrage universel »¹) rompt avec la détermination partisane du travail des élus, l'un des piliers fondateurs du PCF : au Congrès de Tours, l'adhésion à l'Internationale Communiste s'est faite par le rejet des élus, notamment parlementaires, de la SFIO qualifiés de « *traîtres* »² et, longtemps, les résultats électoraux ne furent pas un critère de jugement déterminant pour le parti révolutionnaire.

Etre communiste au PCF aujourd'hui

Si nous observons plus les formes résiduelles d'un parti en déclin qu'un renouvellement partisan de l'entreprise révolutionnaire de contestation de la société, les sections communistes locales ne sont pas uniquement formées de vieux militants rescapés mais également de militants récemment engagés dans l'un des partis revendiquant le label communiste. Cependant, pour les entrants, comme pour les anciens militants, le passé détermine l'affiliation partisane : la nostalgie idéologique, les héritages familiaux et locaux, sont les principaux mobiles à l'engagement au sein du PCF puis au maintien d'une allégeance qui a perdu son caractère de totalité. Si le référent proprement révolutionnaire s'est affaibli avec le brouillage de l'offre idéologique de l'entreprise partisane, les structures locales et les traditions familiales séduisent encore. On ne croit plus « au grand soir » mais les fidélités familialistes et localistes maintiennent une déférence plus identitaire que politique à ce que fut le communisme et surtout au dévouement de ses militants.

La fidélité à des racines populaires alimente ainsi des entrées au PCF qui trouvent cependant peu de débouchés politiques car le militantisme communiste est désormais essentiellement associatif, et l'institution partisane, centrée sur les stratégies électorales, perd sa fonction de socialisation politique. Le travail de rationalisation idéologique qui légitime l'engagement n'étant plus assuré, l'allégeance partisane devient problématique lorsqu'elle n'est pas maintenue par un aspect **clanique ou par le pouvoir local**.

Les « néo-communistes » apparaissent alors comme les gardiens d'une fidélité sociale et politique³, marqués plus par le sentiment d'être redevables au passé du parti que par son discours actuel qui n'est plus porteur d'un projet politique. Le payement des timbres et la lecture de *l'Humanité* sont ainsi souvent vécus comme la manifestation d'un devoir exprimant une dette personnelle à l'égard de l'institution. Ce détachement partisan associé au maintien

¹ Robert Hue, *Communisme : la mutation*, op. cit., p. 88.

² Cf. Jacques Girault (dir.), *Le Congrès de Tours*, Paris, Editions Sociales, 1980, p. 237 et Bernard Pudal, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, PFNSP, 1989, p. 32 et suiv.

³ Voir les dernières pages de l'essai de Marc Lazar, *Le Communisme, une passion française*, Paris, Perrin, 2002, 243 p.

d'une référence identitaire s'exprime notamment chez les anciens adhérents par le renouvellement de leur abonnement à la presse communiste sans qu'ils la lisent, par l'achat de vignettes des fêtes fédérales alors qu'ils préfèrent consacrer leur week-end à des loisirs extra-partisans. **Chez certains sympathisants, la fragilisation du lien partisan prend la forme électorale d'un soutien aux candidats de LO ou de la LCR au nom de la poursuite d'une fidélité communiste.**

Le découplage entre l'institution partisane d'une part, et ses réseaux électifs, syndicaux, associatifs d'autre part, fait éclater les significations de l'identité communiste et signale un tournant fondamental qui justifie le recours au concept de « néo-communisme ». Alors que la « centralité partisane » était consubstantielle à l'implantation territoriale et sociale du PCF¹ ainsi qu'à sa culture politique², la véritable rupture s'opère lorsque le parti perd sa primauté dans l'univers communiste : on peut alors évoquer une crise totale de l'institution communiste sur les ruines de laquelle émergent de nouvelles orientations organisationnelles et idéologiques.

L'effritement de la détermination partisane de la marque communiste est exceptionnel eu égard à l'histoire du PCF et à ses normes de fonctionnement. Alors que la coupure entre le « Nous militant » soudé par la référence au parti et les autres était constitutive du militantisme communiste, le travail partisan d'homogénéisation des rangs militants et de différenciation vis-à-vis de l'extérieur s'érode : la modification du sentiment d'appartenance au parti manifeste le déclin du modèle d'engagement communiste fondé dans les années 1920-30. Les récents changements stratégiques modifient ainsi la culture partisane elle-même car ils touchent la conception du parti au cœur de l'entreprise communiste. La définition du parti, loin d'être une question purement technique, est indissociable de la marche vers le socialisme : « *La conception léniniste de l'organisation est une question de principe* »³.

Le « néo-communisme » tel que nous l'entendons n'est pas simplement la survivance de l'organisation communiste dans la période contemporaine, dans un contexte de crise du système communiste international, comme l'envisagent nombre d'études de la transition démocratique des pays de l'ancienne sphère soviétique ou d'enquêtes sur les « nouveaux communistes » français, qui emploient cette expression en la naturalisant. Il renvoie au

¹ Nous nous permettons de renvoyer à une communication que nous avons consacrée à cette question : « La centralité partisane dans les communautés d'implantation communiste », Colloque de l'Association Française de Science Politique : « Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs » organisé par Marc Lazar et Frédéric Sawicki, Paris, 31 janvier et 1er février 2002, ronéoté.

² Cf. Marc Lazar, « Forte et fragile, immuable et changeante... La culture politique communiste », dans : Serge Bernstein (dir.), *Les cultures politiques en France*, Seuil, 1999, pp. 215-242.

³ Jean Burles, « La question du centralisme démocratique », *Nouvelle critique*, juin 1969.

contraire à des logiques propres marquées par le changement social¹ et se définit par une différenciation interne de l'institution partisane dont les segments sociaux s'autonomisent et dont les référents identitaires se recomposent autour d'un humanisme multiforme. De la même façon, les « néo-communistes » ne sont pas simplement des communistes « survivants » du déclin mais se caractérisent par une relation singulière au parti marquée par la distanciation et la négociation. Ainsi d'un point de vue sociologique, le groupe « néo-communiste » se définit-il d'abord par son hétérogénéité, par la pluralité des formes d'engagement de ses membres.

En déclin prononcé et prolongé, la formation communiste perd sa spécificité partisane et s'intègre, par son armature institutionnelle et sa priorité donnée à la compétition électorale, au jeu politique traditionnel. A l'instar des organisations politiques classiques, le PCF compte moins que l'influence qu'il exerce : l'institution partisane a perdu son statut central dans la mobilisation communiste. Ainsi, si les mairies rouges se maintiennent, c'est parce qu'elles se sont émancipées d'une étiquette partisane délégitimée. L'abandon de la valorisation des cellules, traits distinctifs du PCF sur la scène politique française, exprime cette banalisation de la forme partisane communiste qui touche l'ensemble de ses dimensions et, en particulier, son fondement sociologique : l'appareil communiste perd sa singularité populaire.

Le PCF est pris dans un mouvement de convergences inter-partisanes avec l'organisation d'universités d'été, le déroulement de primaires internes lors des investitures aux postes politiques ou électifs, des procédures de consultation directe des adhérents² sans le passage par des filtres collectifs, une personnalisation du leadership interne avec la création du poste de président du PCF... La dynamique partisane observée par Otto Kirchheimer touche donc l'institution communiste qui devient un « parti attrape-tout »³ : ancienne organisation de masse intégrative tournée vers des couches sociales précises, elle prend désormais une forme moins idéologisée et cherche, sans succès il est vrai, une large audience sociale en s'appuyant plus sur des professionnels que sur des militants dévoués. Son extension sur la scène politique prime sur le renforcement, ou le maintien, de sa cohésion interne dans sa double dimension sociologique et idéologique.

¹ Nous n'avons pas évoqué ici les causes du déclin du PCF, et spécifiquement l'érosion des conditions sociales de la légitimité communiste, qui sont évoquées au chapitre 9 de notre thèse. Nous renvoyons également à l'article récent de Bernard Pudal, « La beauté de la mort communiste », *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, octobre-décembre 2002, pp. 545-559.

² Sur cet essor récent des pratiques participatives au sein des partis français : Dominique Andolfatto, « Les adhérents : une ressource réévaluée », dans : Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet, Laurent Olivier, *Les Partis politiques. Quelles perspectives ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 99-114.

³ Otto Kirchheimer, « The Transformation of the Western European Party Systems », in : Joseph LA Palombara, Myron Weiner, *Political Parties and Political Development*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1966, pp. 177-200.

Le maintien du sigle « PCF » cache donc une rupture fondamentale touchant non seulement le travail partisan qui perd ses vertus normatives mais également les usages sociaux du parti qui ne sont plus encadrés et orientés politiquement. L'identité communiste n'est plus vécue subjectivement sur un mode exclusif et institutionnel et le parti ne revendique plus la même identité partisane. Lorsque la figure de l'électeur se substitue à celle de l'adhérent, la forme partisane communiste se banalise et la détention du monopole du label communiste devient plus difficile pour le PCF, qui est soumis à une « démocratisation » de la lutte concurrentielle autour de la marque communiste depuis la perte du référent soviétique qui le singularisait face aux autres formations communistes d'extrême gauche. Si les élus communistes locaux, le plus souvent sympathisants, maintiennent résiduellement une visibilité du PCF dans ses anciennes terres d'implantation (le lien partisan s'est rétracté sur ses bases locales), lors des scrutins présidentiels, le vote communiste est désormais dissocié du parti fondé à Tours : en 2002, Robert Hue est distancé par deux autres candidats revendiquant avec plus de succès l'étiquette communiste, Arlette Laguiller et Olivier Besancenot.

L'approche localisée du déclin communiste permet de distinguer les réponses organisationnelles à une situation de crise des éléments constitutifs de cette situation. Elle évite de succomber à l'« *illusion héroïque* » de l'interprétation institutionnelle du changement partisan¹ : ce n'est pas parce qu'un parti met en scène sa transformation, qu'il la maîtrise.

Julian MISCHI

Docteur en science politique (EHESS)

¹ L'illusion héroïque « *procède de l'idée que les périodes de crise politique s'opposent aux conjonctures routinières ou stables en ce qu'elle relèvent davantage que ces dernières d'une analyse décisionnelle, analyse privilégiant le choix, et plus généralement, l'action des individus ou des groupes* » : Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques, La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, PFNSP, 1986, p. 79.